



FONDATION  
**CECIN'EST PAS UNE CRISE**

Démocratie et résistances

Septembre 2018 - Revue N°14



© Pierre Kroll  
Caricature parue dans le Soir,  
le 20 juin 2018

**« La vraie question est : quels sont les devoirs du citoyen pour  
que la démocratie soit  
autre chose qu'un vœu pieu,  
un habillage institutionnel des rapports de force  
ou une sympathique façade  
derrière laquelle règne la concurrence des démagogies ? »**

**PHILIPPE MEIRIEU**

9 juin 2017

## UN MOT DU PRÉSIDENT



**JEAN-PASCAL LABILLE,**

Président de Ceci n'est pas une crise, ancien Ministre fédéral et Secrétaire général de Solidaris.

Chères lectrices,  
Chers lecteurs,

Le numéro que vous avez sous les yeux est consacré à des sujets sérieux : la Démocratie, d'abord, mais aussi la Résistance – deux notions qui sont étroitement liées, l'une ayant parfois eu besoin de l'autre pour subsister. Si ces termes peuvent sembler un peu pompeux, il n'en reste pas moins que chacun de nous a un vrai rôle à jouer, au quotidien et pas seulement dans l'isolement, pour que la démocratie dans laquelle nous vivons aujourd'hui continue à exister. Un rôle qui se décline en propos que nous tenons, en actes que nous posons mais, aussi, au travers des limites que nous nous fixons quant à ce qui nous semble profondément « juste », ou pas.

Vous trouverez donc, dans ce numéro, un article du spécialiste français des sciences de l'éducation, Philippe Meirieu, qui propose, pour « *de la résistance en démocratie* », les « *cinq devoirs du citoyen* ».

Vous y découvrirez aussi les interrogations de l'économiste Philippe Meunier sur le lien entre souveraineté européenne et légitimité démocratique, ainsi que le magnifique témoignage d'Emilie de Tuckheim à propos de l'accueil d'un migrant, Reza, au sein de sa famille.

Enfin, le numéro de cette revue numérique contient le quatrième et dernier chapitre de la contribution de Yves Patte à propos de la radicalisation. De quoi méditer, en ce début d'automne, sur cette célèbre phrase de Churchill, « *la démocratie est (et je me permettrai d'ajouter : peut-être) un mauvais système, mais elle est le moins mauvais de tous les systèmes.* ».

Bonne lecture à toutes et tous !

Jean-Pascal Labille,  
Président



# SOMMAIRE

## **De la résistance en démocratie**

Par Philippe Meirieu, Publié sur le site <http://demain-lecole.over-blog.com>  
9 juin 2017

p.05

## **Est-ce de démocratie que l'Europe a besoin ?**

Par François Meunier, Publié sur le site <https://www.boulevard-exterieur.com/Est-ce-de-democratie-que-l-Europe-a-besoin.html>  
8 septembre 2018

p.07

## **Le prince à la petite tasse**

Propos recueillis par Déborah Laurent, 7 sur 7, 8 septembre 2018

p.10

## **Désappropriation. Radicalisation. Abandon. A quoi se raccrocher ? (4/4)**

Par Yves Patte, 2017

p.12



# DE LA RÉSISTANCE EN DÉMOCRATIE

BILLET DE BLOG PAR PHILIPPE MEIRIEU

Il est des confusions exaspérantes. Disons-le une bonne fois pour toutes : l'obéissance n'est pas une valeur. Pas plus que le travail, ni même le courage ! Ils étaient « *travailleurs* » ceux qui ont construit les camps de la mort et « *courageux* », à leur manière, ceux qui, dans les années 1960, bravaient la loi en vigueur pour se livrer à des rations... Quant à l'obéissance, elle ne saurait dispenser de l'exercice de la pensée critique, ni au regard de celui qui donne des ordres, ni à la considération des effets de ses propres actes. C'est qu'on peut obéir à des tyrans ou sous l'emprise de gourous. On peut obéir dévotement à une technocratie aveugle ou stupide. On peut obéir par paresse ou par manque d'imagination. Et nul ne peut jamais se prévaloir d'une quelconque « *vertu d'obéissance* » pour s'exonérer de l'interrogation sur la légitimité du donneur d'ordres... Mais, en même temps, cette interrogation est insuffisante : qu'un dictateur donne l'ordre de prendre soin de ses enfants ou de ne pas rouler en état d'ivresse ne signifie pas qu'il faille lui désobéir. De même que, si un pouvoir légitimement élu impose de contrevenir aux droits fondamentaux de la personne - l'éducation, la santé ou le logement - il ne peut être question de s'y résigner. Car nul ne peut jamais se prévaloir d'une « *vertu d'obéissance* » - ou « *de désobéissance* » - pour s'exonérer de la réflexion sur la portée de ses actes.

Pour autant que l'on convienne que la démocratie reste un horizon commun possible et souhaitable... pour autant qu'on accepte de la définir comme un engagement collectif pour la construction du bien commun... pour autant qu'on y affiche que nul, jamais, n'a légitimité à y exercer le pouvoir « *par nature* », mais toujours provisoirement, par mandat et « *en tant que...* »... pour autant qu'on renonce à cultiver la nostalgie des théocraties religieuses ou laïques où l'obéissance s'imposait au nom

d'une vérité révélée... pour autant, pour tout dire, qu'on reste fidèle à la maxime de Kant, définissant Les Lumières, « *sapere aude... ose penser par toi-même* »... alors nous devons affirmer que, pour tout citoyen, en démocratie, la question n'est nullement de choisir entre obéir ou désobéir. La vraie question est : quels sont les devoirs du citoyen pour que la démocratie soit autre chose qu'un vœu pieu, un habillage institutionnel des rapports de force ou une sympathique façade derrière laquelle règne la concurrence des démagogues.

Risquons l'énonciation de quelques-uns des devoirs – et je dis bien des devoirs – du citoyen.

Son premier devoir est d'assumer les obligations qui relèvent de l'universalité et de la réciprocité citoyennes : ne rien faire qui mette en péril les droits de chacun à exister dans la dignité en tant que citoyen ; nous ne pouvons pas agir envers les autres en niant ce que nous revendiquons pour nous-mêmes ni ce qui rend possible l'existence du collectif démocratique...

Le second devoir du citoyen est celui de la participation et de l'implication requises par les institutions démocratiques : voter est un devoir car c'est la condition même de l'existence de la démocratie ; si plus personne ne votait ou si le vote devenait minoritaire, c'est tout notre échafaudage démocratique qui serait mis en péril...

Le troisième devoir du citoyen est de connaître les lois et les règles élaborées par nos institutions démocratiques : « *nul n'est censé ignorer la loi* » n'est pas une maxime satisfaisante ; il vaudrait mieux dire : « *chacun doit connaître la loi* » ; ce qui impose évidemment que les pouvoirs publics aient, dans ce domaine comme pour toutes les décisions qu'il prend, un principe d'information intégrale et d'explicitation systématique...

Le quatrième devoir du citoyen est d'examiner si ces lois et ces règles sont conformes à ce qui fonde le projet démocratique lui-même, en amont de toute idéologie ou de toute « *opinion* » ; on peut, en effet, dans une démocratie, débattre de tout, sauf de ce qui, justement, permet le débat : le refus du passage à l'acte violent, le refus du caprice et de l'arbitraire, le refus de destituer qui que ce soit de ses droits fondamentaux, le refus de l'exclusion de quiconque du « *cercle des humains* »...

Le cinquième devoir du citoyen est d'engager, en cas de désaccord sur ces points avec ses autorités hiérarchiques, un dialogue inlassable pour expliquer pourquoi « *en conscience, il refuse d'obéir* »... et de chercher à instaurer les conditions d'un retour à un accord dans le cadre d'une négociation sereine et sans relâche.



Soyons clairs : ces devoirs sont la condition même de l'institution et de la pérennité de la démocratie... et cela contre les cinq tentations majeures qui nous guettent. L'universalité et la réciprocité citoyennes nous garantissent contre le retour à l'aristocratie et à toutes les formes d'oligarchie, c'est-à-dire à la réduction du corps des « *citoyens* » à quelques privilégiés. L'implication et la participation citoyennes nous garantissent contre la dévitalisation de nos instances et l'abandon du pouvoir aux technocraties de toutes sortes. La publicité systématique des décisions prises par toutes les instances institutionnelles nous garantit contre toutes les formes de manipulation de l'opinion par la rumeur, l'opacité et l'ignorance. L'examen du caractère démocratique de toute décision nous garantit contre les errances de ceux qui confondent le fait d'avoir un mandat électif avec celui d'être propriétaire du pouvoir ; cela rappelle qu'aucune démocratie ne peut décider – même démocratiquement – d'enfreindre les principes qui la fondent. Et, enfin, l'explicitation du désaccord et la recherche du dialogue nous garantissent contre la tyrannie de minorités, fussent-elles « *éclairées* », qui, certaines de leur bon droit, s'enfermeraient vite dans leur tour d'ivoire avant de basculer dans le terrorisme.

(...)

**Philippe Meirieu**

Publié sur le site

<http://demain-lecole.over-blog.com>

9 juin 2017



# EST-CE DE DÉMOCRATIE QUE L'EUROPE A BESOIN ?

*A l'approche des élections européennes de mai 2019, la question de la démocratie européenne est au cœur des controverses. Pour les uns, le projet européen soit être accepté par les peuples : s'il ne l'est pas, il faut y renoncer. Pour les autres, la méthode des « petits pas » a fait ses preuves : souveraineté d'abord, démocratie ensuite. L'économiste François Meunier, professeur associé à l'ENSAE Paris Tech, tente d'éclairer le débat en s'interrogeant, pour le site Telos, sur le lien entre souveraineté européenne et légitimité démocratique.*

## UNE OPINIION DE FRANCOIS MEUNIER

### DÉMOCRATIE ET SOUVERAINETÉ

En Europe, l'invocation démocratique porte sur deux registres différents. Le premier est dans l'esprit de son projet fondateur et a été suivi depuis ses origines, avec sa part de succès et d'échecs. Il s'agit de créer des lieux et des projets où s'exprime, aujourd'hui si possible, demain plus encore, une volonté collective, assortie d'un pouvoir d'exécution. Entre temps, on avance. La seconde se fait entendre plus fortement depuis quelques années : il faut que le projet européen soit accepté par les cs, et s'il ne l'est pas, il faut arrêter. En clair, en l'absence d'un demos européen, la légitimité démocratique ne vaut qu'au niveau des nations qui composent l'Union. Menacer la souveraineté de chaque nation est dangereux.

Hubert Védrine est bien sur ce second registre et demande la pause, oubliant au passage que le projet européen est déjà passablement arrêté. À un niveau plus extrême, les populistes aussi, qu'on n'a jamais vus aussi démocrates ces temps-ci, réclamant référendums et votes nationaux pour le moindre projet européen, sauf quand ils craignent de les perdre. Mais bien des pro-européens, souhaitant vivement que l'Europe avance, sont sur cette ligne. Il me semble que c'est le cas de Nicolas Leron dans une tribune récente de Telos (Critique du discours européen d'Emmanuel Macron, 17 juillet 2018). On inverserait selon lui l'ordre de choses à mettre la souveraineté européenne avant la légitimité politique, exprimée démocratiquement.

La raison en est que la souveraineté ne se partage pas et qu'elle n'est encore légitime qu'au niveau des nations. La méthode des petits pas, qui a pu être utile dans le passé, serait désormais une erreur. Ce dont l'Europe a besoin, c'est d'affirmer à présent une légitimité démocratique accrue et non pas une fois de plus des projets qui, sans l'onction démocratique, sont vides de sens politique et au final affaiblissent l'édifice.

### DES ÉBAUCHES DE SOUVERAINETÉ DÉLÉGUÉE

Ce raisonnement gêne. D'abord, parce que les institutions européennes montrent déjà une belle densité démocratique que commencent en ce moment à envier certains peuples de l'Union : un contrôle direct (le Parlement) et indirect (le Conseil) pour investir, contrôler et approuver les propositions législatives de la Commission, avec au-dessus une Cour de justice efficace.

Ensuite, parce qu'on ne comprend pas pourquoi la souveraineté ne pourrait pas se partager et se déléguer : les pays européens ont bien délégué à la BCE un des attributs premiers de la souveraineté qu'est le droit de frapper monnaie. La Cour de justice a déjà les attributs d'une institution qui dépasse l'ordre des traités inter étatiques : elle se place au niveau des citoyens et produit du droit européen qui s'impose à tous, sans passer, comme c'est le cas pour les directives, par une transcription en droit national. L'OMC en matière commerciale, le comité de Bâle en matière monétaire, ou, plus modestement, les régulations en matière de trafic aérien, sont aussi, à un niveau mondial, des ébauches de souveraineté déléguée, avec un contrôle démocratique pour le moins faible.



Enfin, et surtout, parce qu'il faut interroger cette chronologie qui voudrait que la souveraineté ne puisse résulter que de la légitimité politique. L'expérience historique enseignerait plutôt l'inverse : souveraineté d'abord, démocratie (parfois) ensuite. Les unions qui se sont produites en Europe au 19<sup>e</sup> siècle ne procédaient pas de la démocratie. Il a fallu la force des armes ou, dans le cas de l'unité allemande, une pression prussienne sur des dirigeants non élus démocratiquement, ceci ne faisant pas oublier par exemple que la Bavière a longtemps gardé sa propre armée, même si elle était de parade face à celle pilotée par les Junkers. L'exemple cité plus haut des institutions internationales est pertinent : non démocratiques à l'origine, elles suscitent les besoins et les attentes d'une légitimité démocratique accrue.

Si le projet d'Union européenne a vu le jour, c'est sans doute sur les cendres de l'immense suicide qui l'a précédé, entre 1914 et 1945. Mais c'est aussi dans le climat de la guerre froide où il devenait utile de se serrer les coudes. C'est peut-être le côté heureux des menaces géopolitiques présentes, dont celles portées par notre Dr Folamour des droits de douane : elles peuvent, non démocratiquement, pousser à des réponses pratiques au niveau de l'union, à la satisfaction ex-post des populations.

## UN TEXTE DU PHILOSOPHE THOMAS NAGEL

On veut faire écho ici à un remarquable texte de 2005 du philosophe Thomas Nagel, portant sur la possibilité d'une justice à un niveau mondial [1]. Plus précisément, sur ce qu'il appelle sa « *spéculation* », à savoir que souveraineté précède démocratie.

Pour le citer (ma traduction) :

« *Si l'on considère le développement historique des conceptions de la justice et de la légitimité de l'État-nation, il semble que la souveraineté précède généralement la légitimité. Il y a d'abord la concentration du pouvoir ; puis, peu à peu, il y a une demande pour la prise en compte des intérêts des gouvernés et pour leur donner une plus grande voix dans l'exercice du pouvoir. La demande peut être réformiste, ou révolutionnaire ; ou encore une demande de réforme rendue crédible par la menace de la révolution, mais l'existence d'un pouvoir souverain concentré suscite la demande et fait de la légitimité un problème. La guerre peut entraîner la destruction d'un pouvoir souverain, conduisant à des reconfigurations de la souveraineté en réponse à des revendications de légitimité ; mais même dans ce cas les conquérants qui exercent le pouvoir deviennent la cible de ces revendications.* »

Il prend le cas de la démocratie américaine où l'Union s'est bâtie sur le compromis douteux d'oublier la démocratie pour les esclaves noirs, une bonne partie de la population de l'époque. Un oubli qui s'est révélé coûteux quelques décennies après, même s'il n'a fait peut-être

que transformer en guerre civile ce qui aurait été sinon une guerre entre États indépendants. Mais l'intégration démocratique de la population noire a suivi. On pourrait chez nous penser que les citoyens alsaciens se seraient à la longue tout autant épanouis démocratiquement au sein d'une Alsace restée allemande après 1918. (Les intellectuels français, dont Ernest Renan, ont fait valoir le critère démocratique, via une consultation populaire, pour s'opposer, sans succès, à l'annexion en 1871 ; mais ont oublié ce beau principe en 1918 lors du retour dans le giron national.)

Le projet européen fait forcément l'objet de non-dits. On est ici dans un long processus de construction d'une entité qui doit prouver à chaque pas les bénéfices des projets retenus pour faire progresser la légitimité. C'est moins tranché que le passage idéal-typique d'une affirmation directe de souveraineté qui trouve ensuite sa sanction démocratique, comme l'ont connu les nations créées en Europe au 19<sup>ème</sup> siècle. D'autant que le bout de la route ne sera vraisemblablement pas une union sur le modèle des nations actuelles, fédérales ou pas, mais un objet politique nouveau.

## LA « MÉTHODE DU DÉSÉQUILIBRE DÉMOCRATIQUE »

C'est toute l'astuce historique de la « *méthode des petits pas* » des Pères fondateurs et qu'on peut appeler « *méthode du déséquilibre démocratique* ». Elle ressemble au marcheur dont chaque pas met une jambe en déséquilibre, pour se rattraper au pas suivant. Les difficultés nées d'une décision nécessairement imparfaite permettent, normalement, d'aller de l'avant en forçant à les résoudre. Et une difficulté d'ordre économique est suivie parfois, pour son règlement, d'une réponse institutionnelle, comme l'ont été au fil du temps les avancées dans l'organisation de la démocratie.

Ce sont les vertus de cette méthode qu'il faut tant et plus rappeler. Il n'est pas réaliste politiquement – et dangereux à la longue, comme on le mesure aujourd'hui – d'incriminer ces technocrates bruxellois irresponsables démocratiquement. C'est cette irresponsabilité, par les emboîtements créés entre les peuples, qui a su créer de la démocratie. Après tout, ce n'est rien d'autre que la transposition, si on peut employer ce mot, du principe d'organisation démocratique acceptée depuis longtemps au niveau national, qu'on appelle la démocratie indirecte. Les référendums et autres instruments de démocratie directe sont ici l'exutoire des passions tristes. L'Europe aujourd'hui souffre plus d'une exigence démocratique mal placée que d'une absence démocratique. Nagel, s'agissant de l'Europe, et sans cacher un certain pessimisme, ajoute : « *La résistance à l'élargissement de la démocratie s'explique parfois par le fait que le bon type de demos n'existe pas au niveau international pour permettre un gouvernement démocratique au-delà de l'État-nation. Même dans l'espace sub-mondial et beaucoup moins inégalitaire de l'Europe, il s'agit d'un*





*grave problème qui a suscité un débat important. S'il n'y a pas maintenant une société civile européenne, y a-t-il quand même l'espoir de l'avoir ? Pourrait-elle se bâtir comme résultat d'institutions politiques démocratiques, plutôt que comme une condition préalable à leur création ? »*

## **UNE DÉLÉGATION TACITE AU COUPLE FRANCO-ALLEMAND**

Où en reste-t-on alors ? Quand on se réfère au couple franco-allemand sans lequel l'Europe ne pourrait avancer, il y a probablement une part de joyeuse mystique face à la réalité des choses. Mais il y a aussi une délégation tacite et non démocratique qu'ont acceptée à ce jour les autres nations de l'Union, à savoir qu'il est plus commode de décider à deux pour le bien commun que par implication de tous. Les grognements que font entendre certains pays sur le duo franco-allemand sont autant de l'hypocrisie que le regret qu'il n'en sorte pas davantage de projets mobilisateurs.

Car voici : ce dont l'Europe manque, ce sont de bons projets, parfois technocratiques mais utiles aux populations et adossés à une bonne communication. Ce que demandent les « *peuples* », notion chargée de tous les sens qu'on veut bien y mettre, c'est de faire, c'est-à-dire d'avoir des domaines de compétences où l'Europe « *délivre* », pour user de l'ambivalence de l'anglicisme. La politique de la concurrence, où parfois même un Google peut en rabattre, est un bon exemple et motif de fierté. Le futur GPS européen aussi. Les sujets ne manquent pas, des plus modestes aux plus ambitieux, allant du contrôle aérien aux normalisations écologiques à la politique migratoire...

La méthode ne sera jamais sans risque. Il peut y avoir des projets trop structurants, où le pas en avant est trop grand et où l'on risque de perdre durablement l'équilibre. La monnaie unique ou l'ouverture de l'Union aux pays de l'ex-bloc soviétique ont sans doute été des projets de la sorte, vus rétrospectivement. Le projet européen porte en soi un risque existentiel, depuis l'origine. Il faut s'en accommoder et peut-être s'en réjouir pour le piment que cela donne. Mais en aucun cas un big-bang de démocratie n'aurait été la solution.

**François Meunier**

Publié sur le site

<https://www.boulevard-exterieur.com/Est-ce-de-democratie-que-l-Europe-a-besoin.html>

8 septembre 2018

[1] Nagel, Thomas, 2005, «The Problem of Global Justice», *Philosophy & Public Affairs*, 33, n°2, pp 113-47.



# LE PRINCE À LA PETITE TASSE

*Émilie de Turckheim ne vit pas dans un château. Elle partage un 60 m<sup>2</sup> avec son mari et leurs deux petits garçons. Pendant neuf mois, ils ont fait une place sous leur toit à Reza, un jeune réfugié afghan qui a perdu la trace de sa mère et son identité en quittant son pays en guerre. Dans «Le Prince à la petite tasse», elle raconte cette belle aventure humaine, la curiosité de l'autre, la façon que chacun a trouvée pour se faire une place dans cette famille soudainement agrandie, les maladresses aussi de l'accueillant et de l'accueilli. C'est touchant, drôle, sincère, profondément humain en plus d'être très bien écrit. Rencontre.*

## RENCONTRE AVEC EMILIE DE TURCKHEIM

**Déborah Laurent :** Beaucoup de gens aimeraient accueillir un migrant mais ils ont peur. Que pourriez-vous leur dire à ces gens-là?

**Emilie De Turckheim :** La peur, c'est étrange comme première réaction. Ça m'a pas traversé l'esprit. J'ai pensé à d'autres choses: comment partager l'intimité, la vie commune dans un petit appartement. La question de la peur, elle est effrayante. Le premier rapport à l'étranger en général, c'est la méfiance, la peur de se faire agresser, c'est quand même violent comme réaction. Mais cet étranger, ce n'est pas quelqu'un qu'on croise dans la rue à 23 heures en rentrant de boîte. C'est quelqu'un qui a subi tant d'épreuves, qui a fui la guerre. C'est de l'admiration qu'on devrait tous avoir. Avoir peur, ça me paraît à côté de la plaque de ce qui se joue dans ce genre de parcours. Ça touche à un point important mais c'est un malentendu. Quand on parle de la peur, on parle de la peur du terrorisme et de l'islam. Ça ne sert à rien de ne pas le dire. Je dirais qu'il faut aller la rencontre de l'autre, c'est comme ça qu'on se rassure.

Pour surmonter sa peur, qui est plus une peur que de trac, de l'inconnu, parce qu'on n'a pas l'habitude d'aller les uns vers les autres, il faut faire le contraire: plus on parle avec quelqu'un, plus on passe du temps avec quelqu'un, moins il nous est étranger. On rit, on se raconte des souvenirs, on commence à se faire confiance, ça demande du temps. Et je dirais aussi que oui, on voit des images effrayantes de gens qui arrivent par milliers, mais on ne vous demande pas d'accueillir 1000 personnes. On parle d'une personne singulière qui a sa voix à elle, ses projets à elle. Il faut prendre les personnes singulièrement. Et se demander: et si c'était moi cette personne qui devait fuir tous les paysages de mon enfance, tous les gens que j'aime? Ça peut nous arriver à tous.

**D. L. :** Vous racontez la rencontre à hauteur d'enfant. Pour Marius, votre fils, Reza a de la «chance» d'avoir vu tant de pays: l'Iran, la Turquie, la Grèce, l'Albanie... Pour lui, c'est un grand voyage.

**E. D. T. :** Les enfants n'ont aucun questionnement de peur. Il n'y a pas de tabou qui fait qu'on n'ose pas parler des choses. Adulte, on a l'impression que le terrain est miné. Avec le papa de mes enfants, on ne savait pas quelles questions poser. Comment l'interroger sur sa famille, ses projets alors qu'encore récemment, il vivait sous une tente, sous un pont ? On a peur d'être maladroits. Les enfants nous simplifient la vie : ils sont curieux, ils ont un rapport plus joyeux avec tout ça. Ça circule facilement et dans les deux sens. Ils ne partent pas du principe que parce qu'il vient d'un pays en guerre, il ne faut pas parler de son enfance. Ils posaient plein de questions sur la guerre, les talibans, sa famille... Nous, on n'aurait pas osé.

**D. L. :** Vous abordez la question de l'apprentissage de la langue. Reza parle mal français. On aurait pu le croire bête parce qu'il bute sans cesse sur les mots. Mais le jour où vous l'entendez parler en dari, vous vous rappelez qu'il n'est pas idiot, c'est juste que le français n'est pas sa langue maternelle...

**E. D. T. :** On fait tous cette expérience-là, quand on va dans un pays dont on ne parle pas du tout la langue, on se sent enfermé et impuissant. À Berlin, l'été dernier, la caissière me parlait, je ne comprenais rien. Les choses les plus simples, on ne peut pas les dire. Pour ces gens-là, ne pas arriver à se faire comprendre, avoir tout le temps l'impression d'user la patience des gens en face, c'est difficile. La première fois que je l'ai entendu parler en dari, j'ai entendu toute l'intelligence, les émotions, les intonations... Il faut être très patient avec ça.



C'est un exil en plus. C'est l'exil dans la langue, ne pas transmettre les choses les plus simples, et ne pas les comprendre, c'est une sorte de prison. Il ne faut pas se dire : c'est un mauvais moment à passer, on finira par se comprendre. Il faut tout reprendre à zéro, on se comprend par les regards, les gestes, quand les mots sont impuissants. Et en même temps, on peut se dire que c'est beau : il n'y a autre chose que le verbal, on peut faire comprendre des choses fines rien qu'en regardant un visage, des gestes. On le fait d'ailleurs avec les enfants quand ils sont jeunes...

**D. L. :** Vous écrivez : «*Accueillir quelqu'un est un voyage joyeux. Être accueilli, une aventure sans repos.*» Ceux qui sont accueillis ne se sentent jamais chez eux, ils passent leur temps à se faire les plus petits possible. Les migrants ne sont pas là pour «*profiter*», comme on l'entend souvent...

**E. D. T. :** On ne se rend pas compte que vu qu'on est chez nous, on est naturel, on sait ce qui est poli ou non, ce qu'on peut faire ou non, où se trouvent les choses. Quand on est accueilli, on se demande : est ce que je ne suis pas en train de faire un impair, une impolitesse? Quand Reza se faisait du thé, il en proposait à tout le monde parce que dans sa culture, c'est inimaginable de ne le faire. Il a tout le temps peur de déranger, de faire du bruit, il a mis du temps à faire couler l'eau un peu fort dans la douche, à allumer sa radio. Fais comme chez toi, ça ne veut rien dire. Il faut que la personne se sente chez elle. Il faut être délicat, ne pas être tonitruant dans son accueil. Sinon c'est écrasant, la personne accueillie a alors l'impression qu'elle est redevable de tout. Il faut laisser à l'autre la possibilité d'être tranquille. C'est un équilibre. Et il faut se souvenir que c'est plus confortable d'accueillir que l'inverse.

**D. L. :** Comment vous vivez l'après Reza?

**E. D. T. :** Mes enfants le revoient, on se prend des petits cafés, il n'y pas de coupure. Ce n'était pas un deuil ou un arrachement. S'il a un problème, il sait qu'on sera là pour lui. Il est agent d'entretien dans un lycée en banlieue, son contrat a été renouvelé une nouvelle fois pour six mois, c'est la troisième fois. Il peut garder la petite chambre qu'il a là-bas. Pour la suite, il rêve d'être pompier. Ça lui irait tellement bien. Il a du sang-froid, il est altruiste, athlétique, je trouverais ça génial. Dans son esprit, c'est un beau métier, c'est une fierté. Lors de la finale de la Coupe du Monde, je lui ai demandé pour quelle équipe il était. Il était pour la France et il était vexé que ça ne soit pas une évidence pour moi. Il adore la culture, le pays, il regarde les éléments d'architecture sur les bâtiments. Je lui souhaite que ce projet aboutisse. Mais il doit être naturalisé et pour ça, il faut un niveau de français correct, mais ça, c'est encore quelque chose qui bloque.

**D. L. :** Avec ce livre, vous avez envie de provoquer la compassion ? Vous n'avez pas peur de culpabiliser les gens, qu'on vous dise que vous êtes déconnectée de la réalité, comme on l'entend souvent ?

Envie de provoquer la compassion, la culpabilité pour pousser les gens à agir ?

**E. D. T. :** Je dirais plutôt se sentir responsable. Ce n'est pas se sentir coupable, mais c'est important : il y a des questions plus grandes que nous. À ceux qui diront que nous ne sommes pas dans la même réalité, je rappelle que je suis locataire, on vit à 4 dans un 60m<sup>2</sup>, à 5 avec Reza, je n'ai pas l'impression d'être à côté de la plaque, d'avoir prêté une aile de mon château à un migrant. Il faut juste avoir un chez soi pour accueillir quelqu'un et ici, on était très proches physiquement les uns des autres... Je me rends compte en tout cas de la violence des remarques. Dès que je fais un JT, j'ai des messages horribles de gens : «*Grosse pute, tu veux islamiser la France*». L'immigration est associée à l'islamisation. Je ne peux pas m'en rendre compte.

(Notons que Reza n'est pas musulman, comme le croyait Emilie au départ, NdIR.)

Propos recueillis par  
**Déborah Laurent**  
7 sur 7  
8 septembre 2018



# DÉSAPPROPRIATION. RADICALISATION. ABANDON. A QUOI SE RACCROCHER ?

**DERNIER EXTRAIT D'UNE SÉRIE DE 4 RÉFLEXIONS PAR YVES PATTE**

## **EN MIROIR, LA MONTÉE DE L'EXTRÊME-DROITE**

Face à un islam de la haine, on peut s'attendre à ce qu'apparaissent une haine de l'islam. Et c'est le cas. Ce sera l'objet de ce quatrième et dernier article de la série « *Désappropriation. Radicalisation. Abandon. A quoi se raccrocher ?* »

La réaction face à la montée du Salafisme existe. D'autres se mobilisent effectivement... Cinq jour après les attentats de Bruxelles, 400 personnes, se définissant eux-mêmes comme « *hooligans* » débarquent Place de la Bourse, dans le centre de la capitale belge, avec une banderole « *FCK ISIS – Casuals Against Terrorism* » (Casuals, du nom de ce type de supporters « *ultra* » de certains clubs de foot). Deux mois avant, en janvier 2016, 200 hooligans masqués avaient agressé des jeunes « *typés* » immigrés dans le centre de Stockholm, en distribuant des tracts « *Maintenant, c'est assez !* », en rapport avec l'immigration. Cette « *ratonnade* » à l'ancienne fut revendiquée par le « *Mouvement de résistance nordique* », aussi connu sous le nom de « *NordFront* », fondé en Suède, en 1997, par d'anciens membres de la White Aryan Resistance, des suprémacistes blancs, vénérant Hitler et le IIIème Reich... Tranquillement.

Le phénomène est né en Allemagne, en 2014 : des organisations de supporters « *ultra* » qui se définissent comme « *hooligans* » et qui se rassemblent contre le salafisme. Le réseau s'appelle HOGESA : « *Hooligans Gegen Salafisten* » (Hooligans contre les Salafistes) et rassemble des associations néo-nazis, nationalistes et de hooligans.

## **HOOLOGANISME CONTRE SALAFISME**

Comme nous le disions en ouverture de cette série d'articles, on ne se réveille pas un matin avec des organisations islamophobes qui manifestent en rue. Cela invite à dresser un bref historique de l'évolution de ces dernières années, un peu comme nous l'avons fait pour le salafisme.

La violence liée au sport existe depuis très longtemps, et c'est dans le football que cette violence s'est le plus marquée, voire quasi-institutionnalisée. Plusieurs chercheurs font remonter le « *hooliganisme* » à la fin des années 50. Les bagarres ne sont plus liées au match (faits de jeu, arbitrage, etc.), mais « *préméditées* » : les supporters violents s'affranchissent du sport en soi. Dans les années 60, le public des stades se transforme, il se diversifie, devient plus jeune. Le football commence à intégrer les pratiques culturelles juvéniles qui émergent à l'époque (Bodin, et al., 2005 :70).

De nombreux chercheurs – et on pourrait citer le célèbre Norbert Elias (1986) – voient dans la crise socio-économique des années 70 à 80, l'émergence de l'hooliganisme que nous connaissons aujourd'hui. A l'époque, la Grande-Bretagne a 14% de sa population au-dessous du seuil de pauvreté, connaît l'inflation, le chômage, les pertes d'emplois dans le secteur industriel (3 millions de 1966 à 1986 !), et subit la réponse ultra-libérale du Thatcherisme. C'est la période du « *No Future* » du mouvement Punk, et le développement du hooliganisme (Bodin, et al. 2005 :72).

En France, c'est également dans les années 70 que les supporters les plus assidus se constituent en « *kops* ». Plus tard, dans les années 80, ces supporters prendront modèle sur les « *ultras* » italiens, et sur les « *hooligans* » britanniques (Hourcade, 2000 :108).



Dès la moitié des années 80, et plus encore dans les années 90, on commence à relever des signes d'extrême-droite au sein de ces groupes : croix celtiques, slogans racistes, etc. Certains groupes de supporters se rapprochent ouvertement des organisations d'extrême-droite. C'est aussi la période des skinheads fascistes, dont certains font partie du milieu des supporters ultras. En 1989, une figure française du mouvement skinhead, Serge Ayoub, surnommé « *Batskin* », crée le Pitbull Kop, qui sera la branche « *supporter* » de son organisation politique, les Jeunesses nationalistes révolutionnaires (Hourcade, 2000 :115). Cette organisation, active dans les années 80 et 90, sera réactivée dans les années 2010, avant d'être à nouveau dissoute.

Le fait est que, durant les années 80, des groupuscules néo-nazis tentent d'infiltrer des groupes d'hooligans. Le but est de recruter. Pour l'extrême-droite, ceux-ci sont en quelque sorte des « *professionnels de la bagarre* » et de la confrontation avec les forces de l'ordre. Le 4 juillet 1989, plusieurs dizaines de jeunes, appartenant au « *kop* » du RWDM, le club de foot de Molenbeek, et se surnommant les « *Brussels Boys* », organisent une petite expédition punitive contre des jeunes d'origine immigrée, dans Bruxelles. Comme pour les émeutes à Saint-Guidon (voir premier article de la série), mais près de 20 ans plus tôt, tout était parti d'une rumeur : des « *Marocains* » auraient attaqué des supporters quelques jours plus tôt ; ils voulaient se venger. A l'époque, les supporters les plus violents et les plus nationalistes de Bruxelles sont ceux de Molenbeek et d'Anderlecht.

L'enquête de Hourcade, réalisée entre 1993 et 1999, relève déjà des propos racistes dans les tribunes du PSG : « *La France aux Français* », « *Immigrés dehors, terroristes à mort* ». Durant les années 90, les hooligans tentent de se dissocier, dans et hors des stades, des « *racailles* ». L'enjeu est en partie territorial : si les « *racailles* » – indistinctement associées aux immigrés – font la loi dans les cités, les hooligans font, eux, la loi aux abords des stades.

Au sein des Hooligans, une tendance se crée progressivement : les « *Casuals* ». Ils ne portent plus de vêtements à l'effigie de leur club, comme les autres supporters, mais des vêtements de sport « *normaux* », de « *tous les jours* » (ce que signifie « *casual* » en anglais). Le but est en partie de passer inaperçu, vis-à-vis des services d'ordre aux abords des stades. Plus généralement, ces supporters s'autonomisent fortement de l'aspect football. Ce n'est plus la défense du club, et la confrontation avec les supporters adverses, qui sont recherchées, mais une forme d'exaltation dans la violence. Bernardeau Moreau et al. (2008), dans une enquête de terrain au sein de supporters du PSG, relatent ces propos d'un jeune Casual :

« *Ce qu'on aime c'est sentir l'adrénaline monter, cette sorte de pression avant d'aller se battre. Et le foot ce n'est qu'un prétexte pour se foutre sur la gueule, loin des stades et loin de la police (...)* C'est ça une bagarre de hooligans, un combat de rue intense qui procure de multiples sensations fortes et qui permet à chacun de se surpasser pour les autres et pour eux-mêmes. Et souvent alors qu'on goutte à ce genre d'émotions, il est difficile de s'en détacher, on devient dépendant. On veut toujours se battre de plus en plus, prendre de plus en plus de risque et à la fin il est très difficile de se retirer, de se ranger », Julien (Bernardeau Moreau et al. 2008).

Les Casuals représentent également une France blanche patriotique, distincte des milieux populaires immigrés. C'est sous la bannière de « *Casuals against Terrorism* » que les hooligans se sont rassemblés place de la Bourse, à Bruxelles, 5 jours après les attentats. Les observateurs ont relevé qu'environ 150 hooligans d'Anderlecht en faisaient partie.

## DES LIGUES DE DÉFENSE NATIONALE À PEGIDA

Je ne retracerai pas toute l'histoire des mouvements d'extrême-droite. Partons de la fin des années 2000, avec la création, en 2009, de l'English Defence League, dont le meneur, Stephen Yaxley-Lennon, a pris le pseudonyme de Tommy Robinson, en référence, semble-t-il, à une figure du hooliganisme de Luton Town, dans les années 80.

Ne s'affirmant ni d'extrême-droite, ni raciste, l'English Defence League prétend lutter contre l'islamisation de l'Angleterre. L'organisation n'est effectivement pas contre tous les étrangers, ni même tous les musulmans, mais elle est clairement nationaliste et anti-salafiste. Cela dit, on sait qu'il y a, au sein de l'extrême-droite, une longue tradition d'utilisation de la lutte anti-terroriste, pour lutter contre ses ennemis traditionnels. Durant longtemps, ce fut le « *rouge* », le communiste et la gauche révolutionnaire. Aujourd'hui, c'est le musulman (Abramowicz, 2008).

Quoi qu'il en soit, l'English Defence League a créé des émules un peu partout, et entre 2010 et 2012, on a vu apparaître l'European Defence League, la Dutch Defence League, la Polish Defence League, l'Italian Defence League, la Scottish Defence League, la Norwegian Defence League, etc. Cette dernière league aurait compté, parmi ses membres, Anders Behring Breivik, l'auteur de attentats d'extrême-droite, en juillet 2011.



La version belge, « *Belgium Defence League* » est créée, en 2010, par des supporters ultras, en réponse aux déclarations de Sharia4Belgium. La première réunion est organisée, en mai, à Anderlecht. Le fondateur est un certain « *Thure* », activiste d'extrême-droite, connu depuis les années 80. Membre de l'« *Assaut* », un groupe de néo-nazis nostalgiques entre autres de Degrelle, il assurera à certaines occasions la sécurité de Faurisson, le révisionniste, de passage en Belgique. Il sera également membre du groupe de musique Skin, « *Fight Action* ». Cette « *Belgium Defence League* », qui avait pour but, comme les autres leagues, de défendre la Belgique comme les islamistes, disparaîtra rapidement, mais réapparaîtra en 2013, sous le nom de « *Belgian Defence League* » (plus « *Belgium* », mais « *Belgian* »).

En octobre 2014, en Allemagne, est créé PEGIDA, acronyme de « *Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes* » (Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident), avec comme point de départ, des manifestations hebdomadaires à Dresde, contre l'islamisation de l'Europe et de l'Allemagne. Très vite, le message prend bien. Des branches apparaissent partout en Allemagne et des organisations similaires sont créées dans de nombreux pays.

Le moins qu'on puisse dire est qu'on retrouve toujours les mêmes. Tommy Robinson, le fondateur de l'English Defence League est coordinateur de PEGIDA UK. En France, son président est un Normand de 25 ans, Loïc Perdriel, chroniqueur sur le site de « *Riposte laïque* ». Il écrira entre autres que « *les migrants sont l'avant-garde d'une armée d'occupation* », ou aura des slogans comme « *La France aux Français. Migrants dehors* ». Renaud Camus, un écrivain français, annoncera publiquement le lancement de la section française de PEGIDA. Il est le père de la thèse du « *grand remplacement* », selon laquelle nous ferions face à une entreprise délibérée de remplacement du peuple européen (en particulier en France), par des populations originaires du Maghreb et d'Afrique noire. La perte de notre identité, la menace qui pèse sur notre civilisation, sont au centre de son discours. En septembre 2015, il faisait une allocution relayée sur de nombreux sites d'extrême-droite, à la manifestation contre l'immigration, à Paris.

En Allemagne, l'extrême-droite identitaire du mouvement PEGIDA et les hooligans se sont rassemblés dans l'organisation HOGESA : Hooligans Gegen Salafisten. En octobre 2014, ils réuniront 3000 supporters à Cologne.

Depuis les années 80, tout comme on a laissé se développer une réponse salafiste à la crise d'identité et à la recherche de radicalité d'une partie de la jeunesse d'origine immigrée, on a laissé se développer des groupuscules identitaires auprès d'une jeunesse plus autochtone, tout autant en recherche d'identité, et de radicalité.

## LA DÉFENSE D'UNE IDENTITÉ

Le jeu de miroir avec l'attrait de certains jeunes pour le djihad est saisissant. Les études sur le profil des hooligans convergent généralement vers une tranche d'âge entre 16 et 30 ans. C'est également une population issue majoritairement des classes sociales défavorisées (Bodin et al., 2005 :75). Elias et Dunning (1986) avaient noté que la plupart des hooligans provenaient des milieux les plus défavorisés de la classe ouvrière. Même si des employés et des jeunes scolarisés font aussi partie des groupes de hooligans (Bernardeau Moreau et al., 2008).

Plus intéressant encore, une étude sur les hooligans belges (Van Limbergen, 1992) met l'accent sur leur « *vulnérabilité sociétale* » : décrochage scolaire (40% ont connu une scolarité courte et s'ils sont en âge scolaire, seulement 16% vont régulièrement au cours), situation sociale précaire, et petite délinquance. 75% des hooligans sont répertoriés par la police, pour des faits de petite délinquance (Bodin et al., 2005). C'est donc même davantage que parmi les jeunes partis combattre en Syrie ou en Irak !

Certains auteurs intègrent l'émergence d'un supporterisme violent dans la désagrégation du monde ouvrier, comme nous l'avons vu, à propos du « *revival de l'islam* », avec Mauger (2006). L'étude de Bernardeau Moreau et al. (2008) synthétise plusieurs recherches antérieures : les violences autour du football exacerbent un modèle de virilité (Mignon, 1998) et les hooligans concrétisent ce mélange de « *résistance physique, de force et de dureté* » propres aux milieux ouvriers (Ehrenberg, 1985 :12). Ce même auteur, Ehrenberg (1991), résumera la logique par cette phrase : « *Plus nous sommes craints, plus nous existons* ».

Le hooliganisme participe d'un mécanisme de survie, là où l'appartenance à la classe sociale ne permet plus aucune reconnaissance sociale (Bodin et al., 2005). C'est survivre, en tant que... Français de souche, en tant que Belge, qu'Anglais, qu'Allemand, que « *blanc* », qu'euro-péen. Le football est instrumentalisé, écrivent Bodin et al. (2005 :73), le hooliganisme « *devient l'expression de l'errance socio-économique des jeunes exclus de la société* ». Des jeunes « *sans repères et sans avenir* », dont la révolte va se cristalliser contre l'étranger, qui semble menacer l'identité nationale (Hourcade, 2000 :121).



## TOUJOURS LA MÊME RECHERCHE DE RADICALITÉ...

L'extrême droite a su tirer profit de cette révolte diffuse, de ce besoin d'exister, de cette radicalité. Parce que, comme nous l'avons montré, la radicalité préexistait, là-aussi, à l'engagement dans des groupes de défenses identitaires : recherche de sensations fortes dans les bagarres, confrontations préméditées avec d'autres supporters ou avec la police, attrait pour le danger, engagement dans des gangs de motards (particulièrement actifs dans les regroupements comme PEGIDA), etc. Là encore, le parallèle avec les jeunes attirés par Daech est saisissant. Et la logique du « *paraître radical* » s'exprime dans toutes ces vidéos sur Youtube, et ces blogs de hooligans.

Il y a d'ailleurs des groupes de hooligans d'extrême-gauche, Hourcade (2000 :111) le montre très bien. Mais dans un cas comme dans l'autre, c'est l'extrémisme qui est au fondement de leur rattachement à une idéologie : « *seule la revendication d'une tendance politique radicale est compatible avec leur état d'esprit* ».

Une aubaine pour l'extrême-droite : des jeunes (plutôt blancs), se sentant exclus de leur société, en recherche de radicalité, d'absolu, d'existence. A l'islamisation d'une forme de radicalité répond une droitisation extrême de cette même radicalité. Et pour comprendre le phénomène, pour comprendre qu'une société se réveille un matin, au 21ème siècle, avec des jeunes partis faire le djihad en Syrie et d'autres qui s'engagent dans des groupuscules d'extrême-droite, il faut, à mon sens, surtout comprendre les causes sociales de cette radicalité. Le fondamentalisme religieux et l'extrême-droite n'ont rien de nouveau, qu'est-ce qui fait qu'à partir des années 80-90, lentement et progressivement, ils commencent à attirer des jeunes élevés dans nos sociétés, pour arriver à la situation que l'on connaît aujourd'hui ?

Je crois que la généalogie de cette radicalité et de la crise identitaire qui y est liée, s'inscrivent dans cette crise de la délégation : crise des institutions auxquelles on a l'impression qu'on ne peut plus déléguer le soin de nous faire appartenir à une société, crise des délégués censés embrasser les demandes d'une population qui leur a délégué le pouvoir d'agir en leur nom, et besoin de se raccrocher à quelque chose, comme seul moyen de survivre, quitte à s'abandonner complètement à cette bouée de sauvetage.

L'offre de radicalité politique et religieuse existait. Il suffisait d'attendre que la demande soit là. Et les groupuscules djihadistes ont pu infiltrer les quartiers, alors que parallèlement les groupuscules néo-nazis infiltraient les groupes de supporters violents. Les discours des prêcheurs salafistes et des « *penseurs* » d'extrême-droite n'attendaient que des auditeurs à la recherche de ce genre d'absolu dans la défense d'une identité et l'engagement violent.

... Et des vieux imams de l'autre bout du monde ont pu commencer à parler dans les écouteurs des jeunes européens. Et des vieux auteurs comme Marc-Edouard Nabe ou Renaud Camus ont pu, en France, retrouver une certaine popularité auprès de la jeunesse. Le premier, entouré de jeunes dans ses vidéos sur Youtube, s'amusant des attentats de Paris ; le deuxième, applaudi par la foule, lors de discours à l'occasion de manifestations identitaires, refourguant sa théorie du « *grand remplacement* ».

On en est arrivé là.

**Yves Patte**  
2017

### RÉFÉRENCES

- Bouth, M. 2015. *Génération radicale*, Rapport auprès du Ministre de l'Intérieur
- Abramowicz, M. 2008. « *Terrorisme identitaire : toujours à l'ordre du jour* », ResistanceS.be.
- Bernardeau Moreau, D., Bonomi, J., & Collinet, C. 2008. « *Le Casual, un nouveau genre de hooligan dans la ville* », Les Annales de la Recherche Urbaine, Plan Urbanisme – Construction – Architecture, PP.37-45.
- Bodin, D., Robène, L., & Héas S. 2005. « *Le hooliganisme entre genèse et modernité* », Vingtième Siècle. Revue d'histoire, n°85, 1, pp. 61-83.
- Elias, N., & Dunning, E. 1986. *Sport et civilisation. La violence maîtrisée*, Paris : Fayard.
- Ehrenberg, A. 1985. « *Les hooligans ou la passion d'être égal* », Esprit, 8-9, pp. 7-13.
- Ehrenberg, A. 1991. *Le culte de la performance*, Paris : Calmann-Lévy.
- Hourcade, N. 2000. « *L'engagement politique des sup-*



porters 'ultras' français. Retour sur des idées reçues », Politix, vol. 13, n°50, pp. 107-125.

Mauger, G. 2006. *Les bandes, le milieu et la bohème populaire, Étude de sociologie de la déviance des jeunes des classes populaires (1975-2005)*, Paris : Belin.

Mignon, P. 1998. *La passion du football*, Paris : Odile Jacob.

Van Limbergen, K. 1992. « Aspects sociopsychologiques de l'hooliganisme, une vision criminologique », Pouvoirs, 62, pp. 177-130.





# RÉSEAU

Retrouvez toutes les actualités de la Fondation sur :

## NOTRE SITE WEB

<http://www.cecinestpasunecrise.org/>

## NOTRE PAGE FACEBOOK

[www.facebook.com/cecinestpasunecrise](http://www.facebook.com/cecinestpasunecrise)

## NOTRE PROFIL TWITTER

<https://twitter.com/PasUneCrise>

## CECI N'EST PAS UNE CRISE

FONDATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

Rue Royale 151  
1000 Bruxelles, Belgium

E : [info@cnepuc.org](mailto:info@cnepuc.org)

W : [www.cecinestpasunecrise.org](http://www.cecinestpasunecrise.org)

F : [www.facebook.com/cecinestpasunecrise](http://www.facebook.com/cecinestpasunecrise)

Editeurs :

Jean-Pascal Labille, Président

Marielle Papy, Administratrice déléguée



FONDATION  
**CECI N'EST PAS UNE CRISE**